GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

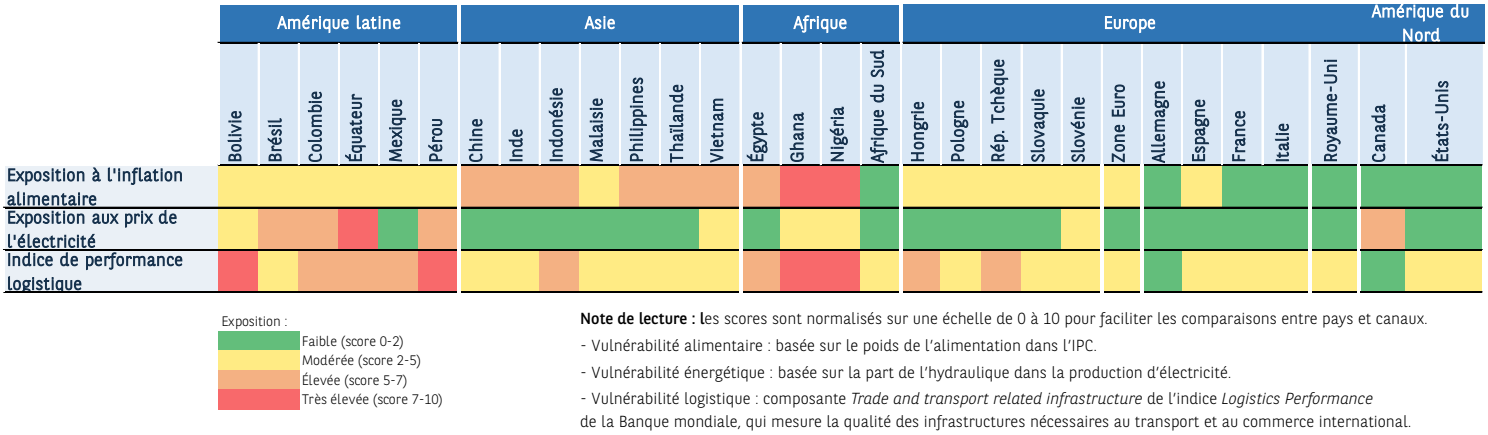
30 septembre 2026

EL NIÑO 2026–2027 : DE MULTIPLES PRESSIONS SUR LES PRIX ET SUR LES APPROVISIONNEMENTS

Hélène Drouot

L'épisode climatologique El Niño 2026–2027 s'annonce comme l'un des plus intenses des cinquante dernières années avec des anomalies thermiques pouvant dépasser +3° C dans le Pacifique équatorial. D'après l'Organisation météorologique mondiale (OMM), El Niño devrait sévir jusqu'en février 2027 avec des effets asymétriques : l'Asie du Sud-Est et le nord de l'Amérique latine subiront des sécheresses, tandis que le sud du Brésil et l'Argentine pourraient bénéficier de pluies abondantes. Surtout, El Niño s'ajoute aux effets du réchauffement climatique et exacerbe les phénomènes extrêmes existants (sécheresses, inondations, canicules). Les effets économiques de ce choc climatique passent principalement par trois canaux : les prix des matières premières agricoles, l'énergie et la logistique (*cf. heatmap*).

Les vulnérabilités diffèrent selon la dépendance alimentaire, énergétique et logistique du pays



Note de lecture : les scores sont normalisés sur une échelle de 0 à 10 pour faciliter les comparaisons entre pays et canaux.

- Vulnérabilité alimentaire : basée sur le poids de l'alimentation dans l'IPC.
- Vulnérabilité énergétique : basée sur la part de l'hydraulique dans la production d'électricité.
- Vulnérabilité logistique : composante *Trade and transport related infrastructure* de l'indice *Logistics Performance* de la Banque mondiale, qui mesure la qualité des infrastructures nécessaires au transport et au commerce international.

SOURCES : FMI, EMBER, BANQUE MONDIALE, CALCULS BNP PARIBAS

Canal des prix des matières premières agricoles : la volatilité provoque des tensions aux effets inflationnistes

En Inde et Asie du Sud-Est, les sécheresses affecteront les récoltes, ce qui poussera à la hausse les cours (notamment du café, du cacao, du riz et de l'huile de palme). À l'inverse, dans le sud du Brésil et en Argentine, des pluies abondantes stimuleront la production de soja et de maïs, ce qui pèsera à la baisse sur les cours. Selon le FMI, El Niño a pour effet d'augmenter les prix alimentaires mondiaux sur un an de 5% (dans un épisode habituel) à 8% (très forte intensité), avec un impact maximal 6 à 12 mois après le pic climatique.

Pour un pays donné, le poids de l'alimentation dans son indice d'inflation (IPC) joue donc un rôle décisif. Ainsi, toutes choses égales par ailleurs, une hausse de 8% des prix ajoute environ 1 point d'inflation quand l'alimentation représente 13% du panier de l'IPC (moyenne des pays en vert sur la *heatmap*), 1,8 point lorsque ce poids atteint 22% (jaune), 2,8 points à 35% (orange) et près de 4 points au-delà de 49% (rouge).

Les risques sont orientés à la hausse : l'estimation de 8% ne tient pas compte des pertes supplémentaires liées aux sécheresses, inondations et autres évènements extrêmes, tandis que les réponses politiques aux chocs (constitution de stocks par les importateurs, multiplication de restrictions à l'exportation) peuvent amplifier et prolonger les tensions sur les prix. Le marché du riz entre 2023 et 2024 en fournit une illustration : la conjonction de restrictions à l'exportation de riz, imposées par l'Inde en juillet 2023 (afin de protéger son marché domestique), et de la sécheresse en Asie du Sud-Est a contribué à augmenter en moyenne de 30% le prix du riz sur l'année 2023 et à maintenir les prix mondiaux à des niveaux élevés plusieurs mois après la fin de l'épisode El Niño.

Canal de la production énergétique : une forte dépendance à l'hydroélectricité expose à un second choc d'offre

Les épisodes de sécheresse réduiront la production hydroélectrique en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Certains pays devront alors se tourner vers d'autres solutions plus coûteuses, comme les énergies fossiles dans un contexte de prix du pétrole et du gaz déjà élevés. Ce recours accroîtra la demande mondiale de pétrole et créera des pressions sur les prix qui pourraient, selon le FMI, persister jusqu'à quatre trimestres après le choc initial lié à El Niño. En Colombie, par exemple, où l'hydroélectricité représente 55% de la production d'électricité, une baisse de 30% de la production (déjà observée en 2023-2024) pourrait augmenter le coût de production de l'électricité de 15 à 20% (en supposant un coût de production thermique deux fois supérieur à celui de l'hydroélectricité). En Équateur (l'hydraulique représente 70% de la production d'électricité) et au Vietnam (30%), les pénuries d'électricité risquent de perturber les industries locales.

Canal de la logistique : les infrastructures de transport constituent un autre point de vulnérabilité

Le dernier canal concerne les perturbations du transport des marchandises dans un contexte de chaînes de valeur déjà fragilisées. La variable retenue dans notre *heatmap* est un *proxy* de la capacité des économies à absorber un choc (notamment climatique) affectant leurs infrastructures de transport (par exemple en maintenant le trafic, en détournant ou réorganisant les flux). La *heatmap* fait apparaître la vulnérabilité particulièrement élevée de l'Amérique latine. Sa capacité d'absorption d'un choc logistique est relativement limitée et on relève la forte exposition d'un point de passage stratégique, le canal de Panama, par lequel transite environ 5% du commerce mondial. Le niveau faible des précipitations dans le bassin du canal a déjà conduit à réduire le nombre de passages quotidiens en septembre 2026 (comme en 2023-2024) ; de nouvelles restrictions sont attendues en octobre (29 passages par jour, contre 36 en août) qui augmenteront les délais et les coûts de transport. L'Europe n'est pas épargnée : les niveaux faibles du Rhin et du Danube perturbent déjà le transport fluvial et la production d'électricité.

L'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est sont les plus exposées

Les économies les plus exposées ne sont donc pas nécessairement celles qui subiront le choc climatique le plus fort mais celles qui cumulent les canaux de transmission : une forte pondération de l'alimentation dans l'inflation, une dépendance à l'hydroélectricité, des infrastructures de transport fragiles et des marges de manœuvre budgétaire limitées. L'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est concentrent des pays parmi les plus exposés, notamment en raison de leur dépendance aux prix alimentaires et à l'électricité hydraulique. La Colombie et l'Équateur se distinguent par leur forte exposition au risque énergétique, tandis que le Ghana, l'Inde et les Philippines figurent parmi les économies les plus exposées au choc alimentaire. L'Amérique latine combine, quant à elle, plusieurs sources de vulnérabilité : une forte exposition alimentaire et énergétique dans certains pays, à laquelle s'ajoute un risque logistique qu'illustrent actuellement les restrictions au trafic du canal de Panama.

helene.drouot@bnpparibas.com

Références :

2015 IMF Working Paper 15/89, *Fair Weather or Foul? The Macroeconomic Effects of El Niño*, by Paul Cashin, Kamiar Mohaddes, and Mehdi Raissi

Callahan, C. W., & Mankin, J. S. (2023), *Persistent economic impacts of El Niño events*, Science Advances, 9(20)

Organisation météorologique mondiale. (2026), « *El Niño devrait atteindre une intensité très forte, augmentant les risques de phénomènes météorologiques extrêmes jusqu'en 2027.* »

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOINSIGHT
Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOPERSPECTIVES
Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

ECOFLASH
Un indicateur, un évènement économique majeur

ECOWEEK
L'actualité économique de la semaine et plus...

ECOCHARTS
Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOATLAS
Les chiffres clés de l'économie française comparés à ceux des principaux pays européens

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE
Un graphique hebdomadaire illustrant des points saillants de l'économie

ECOTV
Quel est l'évènement du mois ?
La réponse dans vos quatre minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE
Le podcast de l'actualité économique

POUR RECEVOIR NOS PUBLICATIONS



Bulletin publié par les Études Économiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
www.group.bnpparibas – www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago
Copyright image : Rahul Sapra

Les informations et opinions contenues dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ni aucune de ses filiales ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur adéquation à un usage particulier, et ces informations n'ont pu faire l'objet d'une vérification indépendante par BNP Paribas ou par toute autre personne. BNP Paribas, l'ensemble de ses filiales, affiliées ou ses membres, dirigeants, mandataires, agents ou employés, décline toute responsabilité ou obligation, et ne fait aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, quant à l'exactitude et à l'exhaustivité des informations ou des opinions fondées sur celles-ci contenues dans ce document, lequel ne saurait être utilisé à ce titre. Ce document ne constitue pas une recherche, telle que définie par MIFID II, et ne fait partie d'aucune offre de vente ou d'émission, ni ne constitue une sollicitation d'offre d'achat de tout instrument financier ; ni ce document, ni toute partie de celui-ci, ni le fait même de sa diffusion, ne sauraient servir de base, ou être utilisés, en relation avec un contrat ou une décision d'investissement. Les informations et opinions contenues dans ce document sont publiées à l'intention des destinataires, mais ne sauraient être considérées comme faisant autorité ou être substituées au jugement de tout destinataire, et sont susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification. En fournissant ce document, BNP Paribas ne propose aucun conseil en investissement, financier, juridique, fiscal ou autre, et n'est tenue à aucune obligation fiduciaire envers les destinataires. Toute référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future, laquelle peut être supérieure ou inférieure aux résultats antérieurs. Toute simulation de performance passée ou hypothétique est le résultat d'estimations effectuées par BNP Paribas, à un moment donné, sur la base de paramètres, de conditions de marché et de données historiques sélectionnés par BNP Paribas, et ne saurait servir de guide, de quelque manière que ce soit, pour les performances futures. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations, même si elle a été informée de la possibilité de telles pertes. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas est susceptible d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document y figurent au titre d'information. Toutefois, de nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions puissent être réalisées à ces prix, ces données étant susceptibles de changer rapidement. BNP Paribas est susceptible de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents, ou inversement. BNP Paribas, ses dirigeants et employés peuvent exercer, ou avoir exercé, des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquels il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site : https://globalmarkets.bnpparibas.com.

Pour les mentions légales spécifiques par pays (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taïwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez saisir l'URL suivante pour accéder aux mentions légales applicables : https://globalmarkets.bnpparibas.com/gm/home/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2026). Tous droits réservés.

pour vous abonner à nos publications :
ÉTUDES ECONOMIQUES

BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change